

les migrations internationales

Problèmes de mesure, évolutions récentes et efficacité des politiques

Séminaire de Calabre (8-10 septembre 1986)



NUMERO 3

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

AIDELF

BUTS ET RÉSULTATS DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE FRANÇAISE : UNE ANALYSE DES SÉRIES TEMPORELLES

J.F. HOLLIFIELD

(Brandeis University, Etats-Unis d'Amérique)

L'immigration est devenue un des problèmes politiques les plus importants de la période d'après-guerre dans les pays industriels occidentaux. Peu de problèmes politiques ont provoqué des débats aussi passionnés parmi les acteurs socio-politiques, tels que les syndicats ouvriers ou patronaux. Une des raisons pour lesquelles l'immigration est si controversée dans ces pays réside dans la détérioration des conditions économiques depuis le choc pétrolier du milieu des années 1970. Pour la première fois depuis les années 1930, les gouvernements de l'Occident ont dû faire face à des problèmes de chômage sévère, et, en même temps, les méthodes keynésiennes traditionnelles pour y faire face se sont révélées de moins en moins efficaces.

Si, pour des raisons macroéconomiques, il n'est plus possible de stimuler la demande afin de maintenir le plein emploi, il faut trouver d'autres solutions au problème de l'emploi. Une des solutions poursuivies par les gouvernements de certains pays européens était d'essayer de réduire les tensions sur le marché du travail par l'arrêt de l'immigration qui doit en conséquence réduire l'offre totale de travail. Cette politique pourrait faire plaisir à certains groupes, tels que les partis politiques de l'extrême-droite, les syndicats ouvriers, etc., mais elle est opposée aux intérêts de certains employeurs qui auront toujours besoin d'une main-d'œuvre bon marché (1). La lutte entre ces différents groupes joue un rôle important dans la formulation et dans l'application des politiques migratoires. Ce genre de décision politique va aussi influencer la distribution sociale des sacrifices associés avec la fluctuation de demande.

Les marxistes font l'hypothèse que tout système capitaliste avancé a besoin pour sa survie de main-d'œuvre étrangère. Selon ces arguments, il n'est pas étonnant que les employeurs soient disposés à maintenir les flux migratoires qui contribuent énormément à l'armée de réserve industrielle. Une variante de l'hypothèse marxiste est que les conditions du marché du travail n'affectent pas les niveaux de l'immigration, parce que les employeurs seront toujours prêts à embaucher les travailleurs immigrés qui sont moins syndiqués et donc ont moins de protection du point de vue de leurs salaires que les travailleurs nationaux (2).

Les théories du dualisme du marché du travail sont des versions plus sophistiquées de l'argument marxiste (3). Selon ces théories, les migrants introduisent un élément de

(1) CASTLES, Stephen et KOSACK, Godula, «Immigrant Workers and Class Structure in Western Europe», Londres, Oxford University Press, 1973.

(2) CASTELLS, Manuel, «La main-d'œuvre étrangère dans l'économie capitaliste», Problèmes Economiques, n° 1 439, septembre 1975.

(3) PIORE, Michaël, «Dualism in the Labor Market: A Response to Uncertainty and Flux», Revue Economique, n° 4, 1980.

flexibilité dans le choix des facteurs de production. Un employeur ne court pas un grand risque en embauchant un étranger, parce que celui-ci peut être licencié plus facilement dans les périodes de mauvaise conjoncture. Les immigrés constituent donc un facteur de production important, surtout dans un climat d'incertitude économique. Quant à l'Etat, il est plus ou moins ouvert à toutes les pressions des groupes sociaux qui voudraient influencer la politique migratoire. Les employeurs dans les secteurs économiques utilisateurs de main-d'œuvre étrangère voudraient continuer à avoir accès à cette main-d'œuvre. Les syndicats ouvriers voudraient pouvoir influencer les conditions d'entrée et d'emploi des immigrés. Et enfin, l'opinion publique qui risque toujours de devenir xénophobe, sinon raciste, va exercer une pression sur les partis politiques aussi bien que sur les fonctionnaires.

Dans cette étude, je proposerai un modèle pour tester ces théories politico-économiques. Mon modèle tiendra compte des facteurs politiques et économiques, afin de trouver le facteur qui a la plus grande influence sur les flux migratoires et sur l'emploi de main-d'œuvre étrangère. Ce que je propose ne sera pas une explication générale du processus migratoire (une telle explication exigerait des renseignements sur les conditions dans les pays de départ). Ce qui m'intéresse, c'est le poids des facteurs politiques et économiques du pays récepteur dans une explication du comportement des immigrés.

LE CAS FRANÇAIS

La France a une longue tradition d'immigration. Depuis 1945, de nombreux gouvernements français ont essayé de contrôler l'immigration afin de réduire les tensions sur le marché du travail. Juste après la guerre, les premiers gouvernements de la IV^e République ont lancé un programme de recrutement ambitieux. Il y a eu un certain décalage entre le début de ce programme et les premiers résultats. Ce n'est qu'au milieu des années 1950, avec les premières vagues d'immigration italienne et espagnole, que l'immigration a commencé à contribuer à l'offre de travail, et, par suite, à l'effort de reconstruction nationale. La deuxième vague d'immigration, portugaise et maghrébine, a coïncidé avec la période économique la plus prospère de l'après-guerre. Elle a commencé en 1962 et elle a duré jusqu'en 1973 (4).

Comme les autres pays de l'Europe Occidentale importateurs de main-d'œuvre, la France a choisi de suspendre l'immigration après le choc pétrolier de 1973. Cette décision devait être, à peu d'exceptions près, radicale. La nouvelle politique de suspension s'est révélée très populaire aux yeux du grand public, lequel avait toujours manifesté certaines réserves à l'égard de la politique libérale précédente (5). Seules certaines catégories d'employeurs (par exemple dans les secteurs de services et du bâtiment) se sont opposées à l'arrêt.

Une simple inspection des niveaux d'immigration et d'emploi de main-d'œuvre étrangère en France depuis 1945 (voir les tableaux 1 et 2) montre une baisse légère de

(4) TAPINOS, Georges, «L'Immigration étrangère en France, Travaux et Documents», Cahiers de l'INED, n° 71, 1975.

(5) GIRARD, Alain, «Attitudes des français à l'égard de l'immigration : nouvelle enquête d'opinion»; Population, n° 4-5, 1974.

Tableau 1
IMMIGRATION EN FRANCE, 1946-1980*

Année	Travailleurs permanents	Travailleurs saisonniers	Membres des familles	Immigration totale
1946	30 171	11 542	—	41 713
1947	68 223	19 442	4 930	92 595
1948	57 039	21 801	25 822	104 662
1949	58 782	20 050	26 597	105 429
1950	10 525	15 915	8 782	35 222
1951	20 996	25 713	5 283	51 992
1952	32 750	33 784	6 616	73 150
1953	15 361	34 175	4 882	54 418
1954	12 292	29 874	4 101	46 267
1955	19 029	35 276	4 647	58 952
1956	65 428	48 731	5 951	120 110
1957	111 693	56 969	8 851	177 513
1958	82 818	63 529	11 510	157 857
1959	44 179	63 797	8 832	116 808
1960	48 914	109 798	23 693	182 405
1961	78 927	96 956	43 454	219 337
1962	113 069	95 093	47 028	255 190
1963	115 523	101 274	43 580	260 377
1964	153 731	120 950	47 293	321 974
1965	152 063	131 571	55 429	339 063
1966	131 725	124 270	54 145	310 140
1967	107 833	113 971	54 479	276 283
1968	93 165	129 858	55 812	278 835
1969	167 802	132 871	57 333	358 006
1970	174 243	135 058	80 952	390 253
1971	136 004	137 197	81 496	354 697
1972	98 074	144 492	74 955	317 521
1973	132 055	142 458	72 647	347 160
1974	64 461	131 783	68 038	264 282
1975	25 591	124 126	51 824	201 541
1976	26 949	121 474	57 377	205 800
1977	22 756	112 116	52 318	187 190
1978	18 356	122 658	40 123	181 137
1979	17 395	124 715	39 300	181 140
1980	17 370	120 436	42 020	179 826

*SOURCE : ONI

l'immigration, et une baisse plus marquée de l'emploi de main-d'œuvre étrangère après l'arrêt de l'immigration en 1974. Pour répondre aux hypothèses (marxiste et dualiste) sur les rapports entre immigration, emploi de main-d'œuvre étrangère, conjoncture économique et politique migratoire, il ne suffit pas simplement d'examiner les tendances. On ne peut pas

Tableau 2
EFFECTIFS SALARIÉS ÉTRANGERS, 1967-1979*

Années	Totaux	Années	Totaux	Années	Totaux
1967	955 500	1971	1 218 000	1975	1 341 600
1968	988 600	1972	1 314 000	1976	1 268 900
1969	1 048 700	1973	1 405 400	1977	1 260 800
1970	1 144 000	1974	1 398 800	1978	1 248 600
				1979	1 232 800

SOURCE: Blanchet, Didier et Hollifield, J.F. «Problèmes de mesures des stocks de travailleurs étrangers en France, document de travail, Paris, INED, 1982.

dire, par exemple, que la baisse de certaines catégories d'immigration ou d'emploi soit le résultat d'un changement politique.

Pour mieux comprendre l'effet des changements politiques et économiques dans le pays récepteur sur le comportement des immigrés, il faudrait un modèle de séries temporelles qui comprendrait toutes les variables. Il y a deux hypothèses pour expliquer l'évolution de l'immigration et de l'emploi de main-d'œuvre étrangère :

H_1 : L'immigration et l'emploi de main-d'œuvre étrangère sont des phénomènes conjoncturels ; c'est le marché (et non pas la politique) qui a le plus d'influence sur les conditions d'entrée et d'emploi des étrangers.

H_2 : L'Etat a la capacité administrative de contrôler le marché du travail et de réduire ou d'arrêter le recours à la main-d'œuvre étrangère; c'est donc l'Etat (et non pas le marché) qui établit les conditions de recrutement et d'emploi des étrangers.

Un des buts de cette analyse est de construire un modèle qui nous permettra de tester ces deux hypothèses. On sait très bien qu'une explication purement politique ou purement économique ne sera pas suffisante. Il s'agit donc de déterminer quel facteur explique le plus de variations du phénomène migratoire. Existe aussi un autre problème qui relève de la complexité du phénomène. Les flux migratoires sont composés de plusieurs courants : travailleurs permanents, membres de famille, travailleurs saisonniers, clandestins, réfugiés politiques, etc. Chacune de ces catégories d'immigration a sa propre dynamique, mais toutes ces formes de migration sont soumises à des contraintes politiques et économiques identiques (à l'exception peut-être des réfugiés). Un jeune ouvrier qui cherche un travail permanent va agir face à ces contraintes d'une manière différente de celle, par exemple, d'un travailleur saisonnier, ou de l'épouse d'un travailleur étranger qui a décidé de rester dans le pays récepteur.

Cela dit, dans tous les pays d'Europe Occidentale, les politiques migratoires visaient à éliminer toutes sortes d'immigration. Pour cette raison, on doit s'attendre, après l'arrêt, à une réduction radicale de l'immigration totale (c'est-à-dire les entrées) et à un déclin progressif de l'emploi étranger (les stocks). L'effet de la politique de suspension doit être d'autant plus marqué dans un pays comme la France qui dispose d'une bureaucratie forte et centralisée. La tradition étatiste ou dirigiste devrait donner plus d'autonomie à l'Etat vis-à-

vis des acteurs socio-économiques, surtout vis-à-vis des employeurs (6). Ainsi, le cas français peut servir de test de la capacité administrative d'un pays démocratique à contrôler l'immigration. L'Etat français est certainement mieux placé pour pouvoir appliquer sa politique migratoire que l'Etat américain, qui doit toujours surmonter des obstacles sociaux et institutionnels (les premiers sont le résultat d'un système pluraliste où les groupes de pression jouent un rôle important dans la formulation et dans l'application des lois, les seconds résultent d'un système fédéral qui introduit d'autres intérêts politiques au niveau des régions, des états, et même des municipalités).

UNE EXPLICATION DES RÉSULTATS DE LA POLITIQUE DE SUSPENSION

Pour examiner les hypothèses présentées ci-dessus, je propose un modèle simple, additif. Dans ce modèle, l'immigration et l'emploi de main-d'œuvre étrangère sont exprimés comme des fonctions des conditions du marché du travail, du contrôle exercé par l'Etat sur le processus migratoire, et de la politique migratoire. Pour l'immigration (les entrées), on a la relation :

$$I_t = a + b_1 mar_{t-1} + b_2 con_{t-1} + b_3 pol_{t-1} + u_t (1,1)$$

et pour l'emploi de main-d'œuvre étrangère (les stocks), on a la relation :

$$E_t = a + b_1 mar_{t-1} + b_2 con_{t-1} + b_3 pol_{t-1} + u_t (1,2)$$

Dans ces deux modèles simples de séries temporelles, on essaie de comprendre les effets des contraintes économiques et politiques sur le comportement des migrants. L'analyse nous permettra de répondre de façon plus systématique aux hypothèses issues de la littérature sur l'immigration. Est-ce que l'immigration et l'emploi de main-d'œuvre étrangère sont des phénomènes conjoncturels ? Ou bien, est-il possible pour l'Etat d'utiliser l'immigration pour restructurer le marché du travail ?

Les mesures des variables endogènes sont assez faciles. Ce sont des flux migratoires qui peuvent être divisés en quatre parties, chacune correspondant à une catégorie différente d'immigration : travailleurs permanents (I_{1t}), immigration saisonnière (I_{2t}), immigration familiale (I_{3t}), immigration totale (I_{4t}). On doit tenir compte du fait que les données françaises ont quelques particularités : notamment, les Algériens et les ressortissants des pays de l'Afrique francophone ne sont pas compris dans les statistiques de l'ONI. Néanmoins, les statistiques d'entrées recueillies par l'ONI sont assez fiables.

La dernière variable endogène, l'emploi de main-d'œuvre étrangère, est beaucoup plus difficile à mesurer. La mesure de l'emploi de main-d'œuvre étrangère utilisée dans cette analyse a été construite à partir des données du Ministère du Travail sur les effectifs salariés étrangers et les données du Ministère de l'Intérieur sur les départs (7). La mesure

(6) SHONFIELD, Andrew, «Modern Capitalism», Londres, Oxford University Press, 1965.

(7) BLANCHET, Didier et HOLLIFIELD, J.F., document de travail, Paris, INED, 1982. Voir aussi COURAULT, Bruno, «Une nouvelle série d'effectifs salariés étrangers de 1967 à 1976», Statistiques du Travail, Supplément au Bulletin Mensuel, n° 78, 1980.

des stocks de travailleurs immigrés n'est donc qu'une estimation, moins fiable que la mesure des entrées.

Les variables exogènes sont des mesures assez simples, mais difficiles à interpréter. La première variable exogène est une mesure des conditions du marché du travail (*mar*). La deuxième est une mesure du taux de régularisation (*con*), qui peut être interprétée comme cette partie des entrées qui échappe au contrôle de l'Etat. La troisième est une variable dichotomique qui est une mesure de la politique migratoire (*pol*). Ces variables comprennent, grosso modo, les conditions politiques et économiques auxquelles seront confrontés tous les immigrés.

La variable économique représente les tensions du marché du travail, ou tout simplement le logarithme du rapport des demandes aux offres d'emploi (8). Une des variables politiques est le taux de régularisation, présenté ici comme le logarithme du rapport de l'immigration non-contrôlée par l'Etat à l'immigration contrôlée par l'Etat (9). Enfin, l'autre variable politique est une simple dichotomie égale à 1 pour les périodes de recrutement et à 0 pour les périodes de suspension. Les équations 1,1 et 1,2 peuvent servir de tests de l'efficacité de la politique migratoire. Pour mieux saisir la complexité du phénomène migratoire et l'impact d'un changement de politique sur le comportement des migrants, il faut transformer ces modèles additifs en modèles d'interaction. Il faut pouvoir surtout saisir l'effet de l'interaction entre la politique migratoire (telle qu'elle était formulée par les gouvernements) et le contrôle des entrées par l'Etat (une mesure des difficultés de l'application de la politique). Ainsi, on introduit une variable multiplicative (*con x pol*). On fait l'hypothèse que l'effet de la politique migratoire sur le comportement des migrants dépend de la volonté et de la capacité des autorités à appliquer la politique, c'est-à-dire à contrôler les entrées. Le corollaire serait de ne pas laisser le marché (ou bien les employeurs) déterminer les niveaux d'immigration. Par contre, on ne postule pas d'interaction entre la politique migratoire (*pol*) et les conditions du marché du travail (*mar*), parce que beaucoup d'autres facteurs peuvent influencer le marché du travail, tels que, par exemple, la conjoncture internationale, la demande globale pour les biens et les services, etc.

On peut donc réécrire les équations 1,1 et 1,2 comme suit :

$$I_{kt} = b_0 + b_1 I_{kt-1} + b_2 mar_{t-1} + b_3 con_{t-1} + b_4 pol_{t-1} \quad (1,3)$$

et

$$E_t = b_0 + b_1 E_{t-1} + b_2 mar_{t-1} + b_3 con_{t-1} + b_4 pol_{t-1} \quad (1,4)$$

où b_2 est le coefficient partiel des effets des conditions du marché du travail sur le comportement des migrants, b_3 est le coefficient partiel des effets du contrôle politique, et b_4 est l'effet de l'interaction entre politique et contrôle. Ces modèles de séries temporelles comprennent un décalage d'un an, suivant l'hypothèse que tout changement de conditions politiques ou économiques n'aura pas d'effet immédiat sur le comportement des migrants.

(8) INSEE, «Le mouvement économique de la France 1949-1979: séries longues macroéconomiques», 1981.

(9) ONI, «Statistiques de l'Immigration, «1949-1980».

Tableau 3
COEFFICIENT DES ÉQUATIONS 1,3-1,4
(les Bétas sont entre parenthèses)

	Immigration (I)				Emploi (E)
	(I1t)	(I2t)	(I3t)	(I4t)	(Et)
b_0	6,3326* —	1,5536* —	1,2416 —	4,0232* —	2,5867 —
b_1	0,3814* (0,3641)	0,8402* (0,8776)	0,8026* (0,7983)	0,6434* (0,6410)	0,8584* (1,0421)
b_2	-1,6698* (-0,5607)	-0,2418 (-0,1093)	-0,7125* (-0,2086)	-0,9011* (-0,3895)	-0,0328 (-0,1073)
b_3	0,3667 (0,1283)	0,1398 (0,0658)	0,3855 (0,1176)	0,2988 (0,1346)	-0,1483* (-0,2399)
b_4	0,0439 (0,0742)	-0,0256 (-0,0583)	-0,0731 (-0,1078)	-0,0777* (-0,1691)	0,0188 (0,3910)
adj r^2	0,8433	0,9379	0,9007	0,8654	0,9759
F	40,026	110,569	66,770	47,632	102,047
Prob	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001
df	29	29	29	29	10
d	2,186	2,228	1,927	1,946	2,394

*Significativement différents de 0

Le tableau 3 donne les résultats pour chaque modèle. La première colonne de coefficients (β) nous montre le changement (en pourcentage) du niveau de l'immigration après un changement d'une unité de la variable exogène. On voit que la variable économique a de loin le plus grand effet sur l'immigration des travailleurs permanents. L'hypothèse marxiste selon laquelle l'immigration des travailleurs n'est pas une fonction de la conjoncture économique ne peut donc pas être retenue. Il est également intéressant de noter que le comportement des travailleurs immigrés est influencé par la volonté de l'État de contrôler les flux. Pourtant, la variable politique (le facteur interactif) n'a qu'une influence très marginale sur le comportement des travailleurs. Puisque le coefficient pour ce facteur est positif, on peut dire que l'influence politique a augmenté après l'arrêt en 1974. Cependant, le coefficient est si petit qu'on peut conclure que cette influence a été négligeable, surtout lorsqu'on compare les effets de ce facteur (β_1) avec les effets du facteur économique.

On peut calculer la fonction de recrutement à partir de l'équation 1,3 (pol = 1) :

$$I_{kt} = b_0 + b_1 I_{kt-1} + b_2 mar_{t-1} + b_3 con_{t-1} \quad (1,5)$$

et la fonction de suspension (pol=0) peut être écrite comme :

$$I_t = b_0 + b_1 I_{kt-1} + b_2 mar_{t-1} + (b_3 + b_4) con_{t-1} \quad (1,6)$$

Un signe positif pour le coefficient politique indique une augmentation du contrôle politique après 1974, alors qu'un signe négatif indique une perte de contrôle.

La deuxième colonne de coefficient (I_{2t}) montre les effets des changements politiques et économiques sur l'immigration saisonnière. On voit que ce type d'immigration est moins sensible aux changements de conditions dans le pays récepteur. Pourtant, toutes les variables exogènes ont un effet significatif. Ce qui est intéressant à noter, c'est que le changement politique (β_4) a contribué à une perte de contrôle politique de l'immigration saisonnière. Bien que l'effet de la politique migratoire reste marginal, il est néanmoins remarquable que l'effet de la politique de suspension soit l'inverse de ce qui a été voulu par le gouvernement. Dans ce contexte, l'hypothèse marxiste a davantage de sens, tandis que l'hypothèse dualiste (selon laquelle les immigrés seront renvoyés) ne s'applique pas.

Les employeurs (dans certains secteurs) continuent à recourir à la main-d'œuvre étrangère, même si l'offre de cette forme de travail est plus instable, étant composée dès lors de travailleurs saisonniers et de membres de famille (10).

La troisième colonne de coefficients (I_{3t}) donne les résultats du modèle pour l'immigration familiale. On voit que l'immigration des membres de famille est très liée aux conditions politiques. Mais, comme c'est le cas avec l'immigration saisonnière, le changement politique a contribué à une augmentation de l'immigration familiale. Tous ces résultats confirment l'hypothèse selon laquelle la politique de suspension et «l'arrêt» de l'immigration ont fait augmenter certaines formes d'immigration.

Pour ce qui est de l'immigration totale (quatrième colonne de coefficients), on peut conclure que l'immigration est un phénomène largement conjoncturel ($\beta_2 = -0,39$), et que l'effet des conditions politiques sur le comportement des migrants (que ces conditions témoignent d'une politique de recrutement ou de suspension) est très marginal. Le seul effet pour cette période semble être que la politique de suspension a contribué aux flux familiaux et saisonniers.

(10) GARSON, Jean-Pierre et MOULIER, Yann, «Les clandestins et la régularisation de 1981-1982 en France», document de travail, BIT, 1982.

La cinquième et dernière colonne de coefficients donne les résultats du modèle pour l'emploi de main-d'œuvre étrangère (E_f). Du point de vue politique, ces résultats sont peut-être les plus intéressants, puisqu'un des buts les plus importants de la politique de suspension était de faire baisser l'emploi étranger et de réduire le recours à la main-d'œuvre étrangère. Les résultats de l'analyse montrent qu'à court terme au moins, les changements économiques dans le pays récepteur ont contribué à une réduction de l'emploi étranger. Comme c'est le cas avec les entrées, les changements du marché du travail ont une influence beaucoup plus importante sur le comportement des travailleurs immigrés (et, par extension, de leur employeurs) que les changements politiques.

CONCLUSIONS

Dans cet article, j'ai essayé d'expliquer jusqu'à quel point l'immigration et l'emploi de main-d'œuvre étrangère sont des phénomènes qui résultent de pressions économiques ou politiques. Nous avons vu que les autorités françaises ont renversé leur politique de recrutement pour des raisons politiques, afin de réduire l'emploi étranger et d'arrêter l'immigration. D'après les résultats des modèles présentés ci-dessus, les deux phénomènes sont très liés à des changements économiques dans le pays récepteur. Les choix politiques n'ont joué qu'un rôle marginal dans le comportement des immigrés. On a vu aussi que le changement politique a eu certains effets pervers sur l'immigration familiale et saisonnière, qui ont augmenté en partie à cause de ce changement.

Il y a donc une coupure importante entre la formulation et l'application de la politique migratoire. Pour la période de 1950 à 1981, c'est le marché et non pas la politique qui a contrôlé l'immigration et l'emploi de main-d'œuvre étrangère. Contrairement à ce que disent les marxistes et les interprètes des théories du dualisme du marché du travail, l'immigration est avant tout un phénomène conjoncturel. Lorsque l'offre globale de travail s'accroît ou lorsque la demande baisse, l'immigration et l'emploi de main-d'œuvre étrangère baissent. Dans certains secteurs, les employeurs ont continué à embaucher les étrangers, même après l'arrêt. Le recours à la main-d'œuvre étrangère n'a pas changé beaucoup, grâce à de nouveaux flux de membres des familles et de saisonniers. Mais en termes macroéconomiques, il est difficile d'accepter l'hypothèse du dualisme du marché du travail. Il est extrêmement difficile, sinon impossible, d'ouvrir ou de fermer le robinet de l'immigration par des mécanismes politiques. Les possibilités d'utiliser la main-d'œuvre étrangère comme amortisseur dans une économie industrielle, libérale et ouverte, sont donc très limitées.

Comme le montrent les modèles de séries temporelles présentés ci-dessus, l'immigration et l'emploi de main-d'œuvre étrangère obéissent aux règles du marché et non pas à la réglementation politique. Il n'est pourtant pas exclu qu'il y ait parfois convergence entre les choix économiques et politiques. Mais il faut faire attention à ne pas confondre les influences politiques et économiques. Cette confusion a mené des gouvernements à conclure qu'il était possible de résoudre les problèmes de l'emploi en faisant appel à la main-d'œuvre étrangère, ou bien en l'exportant.